

Mission ministérielle des achats

APPEL A COMPETENCES (RFI)
**Fourniture et livraison de lots de matériels d'urgence et hébergements
temporaires**
Note à l'attention des opérateurs économiques

1. Précisions liminaires :

Le questionnaire joint à la présente note ne constitue ni une consultation, ni un appel d'offres, ni un quelconque engagement des porteurs du projet à lancer ultérieurement une consultation sur l'objet de la demande d'information.

Réciproquement, les réponses au questionnaire ne revêtent aucune valeur contractuelle de la part de leurs auteurs.

2. Objet et contexte de la demande :

La présente demande de réponses au questionnaire se place dans le cadre d'analyses préliminaires conduites par la Mission ministérielle des achats et le Centre de Crise et de soutien (CDCS).

Le CDCS du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) agit d'une part dans le cadre de l'action humanitaire d'urgence de la France et d'autre part pour la sécurité des communautés françaises à l'étranger.

Dans le cadre de ses missions, le CDCS doit être en mesure de mobiliser et projeter du matériel destiné à l'aide humanitaire d'urgence de l'Etat français.

La demande d'information a pour objet d'identifier les opérateurs économiques susceptibles de répondre aux besoins, les solutions proposées et de déterminer des conditions générales de réalisation du projet.

Mission ministérielle des achats

3. Périmètre et durée du projet :

L'accord-cadre est conclu au bénéfice MEAE et s'étendrait sur une durée de 4 ans.

4. Présentation générale du projet :

La présente demande d'informations est un appel à compétences concernant la « **fourniture et la livraison de lots de matériels humanitaires destinés à l'aide humanitaire d'urgence organisée par l'Etat français** ».

A titre indicatif, l'étendue des prestations est la suivante :

- La fourniture des produits suivants, libres de douane :
 - de matériel de campement : tentes, bâches, cordages, couchages, tapis de sol individuels, moustiquaires et jerrycans notamment ;
 - de kits de cuisine, kits d'hygiène, kits d'outils et kits dignité ;
 - de matériel d'éclairage et de recharge de portable, y compris des lampes solaires ;
 - de systèmes de purification d'eau.
- L'emballage de ces produits conformément aux normes exigées par la chambre syndicale des emballeurs industriels pour les transports par voie aérienne.
- Le conditionnement de ces produits sur palettes.
- La livraison de ces produits :
 - sur une zone de stockage en Île-de-France ou
 - en urgence sur un des lieux de départ de fret (par exemple ports et aéroports français).

Mission ministérielle des achats

5. Protection des informations communiquées :

L'exploitation des réponses est réalisée par la mission ministérielle des achats du MEAE. Les informations sont portées à la seule connaissance des membres du projet.

6. Modalités de correspondance et de remise des réponses :

Les opérateurs économiques intéressés transmettent leur réponse au questionnaire par courrier électronique via PLACE au plus tard le **29 juillet 2025 à 17h00** (heure de Paris) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&searchAnnCons&keyWord=MEAE&categorie=3&localisations=>

Les opérateurs peuvent compléter le support de réponse fourni dans le présent dossier s'ils le souhaitent (PowerPoint de présentation par exemple).

- **Contenu des dossiers de réponse :**

Les réponses au questionnaire peuvent être présentées directement en complétant le document « support de réponse », joint à la présente note. Les opérateurs économiques peuvent compléter leur réponse en portant à l'attention de l'administration toute information qu'ils jugeraient utile.

- **Demande de précisions et remise des dossiers de réponses :**

Les opérateurs économiques peuvent demander des précisions sur la demande d'informations. La demande de précisions doit être adressée par courrier électronique via la PLACE.

7. Calendrier :

Dans le cadre des analyses préalables, les opérateurs économiques sont informés que des échanges par écrit ou des entretiens téléphoniques peuvent être organisés.

Mission ministérielle des achats

La consultation est susceptible d'être publiée sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) au cours du troisième trimestre de l'année 2025.